



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Loire-Haute-Loire**

**Arrêté préfectoral n° 401/DDPP/21
prise en application des articles L. 512-7-2 et R. 512-46-8 du code de l'environnement
portant basculement en procédure d'autorisation environnementale de la demande
d'enregistrement déposée par la société ENVIE RHÔNE-ALPES pour la création d'une
installation classée pour la protection de l'environnement
sur la commune de SAINT-ÉTIENNE**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, notamment le titre VIII du livre I^{er} et le titre I du livre V relatif aux Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 511-1, L. 512-7-2, L. 514-6, R. 181-13, R. 181-38, D. 181-15-2, R. 512-46-8 et l'annexe (4) de l'article R. 511-9 portant nomenclature des ICPE ;

Vu l'arrêté ministériel en date du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 21-020 du 29 janvier 2021 portant délégation de signature à monsieur Laurent BAZIN, directeur départemental de la protection des populations ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 35-DDPP-21 du 02 février 2021 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu le dossier de demande d'enregistrement pour la création d'un site de transit, regroupement et préparation en vue de la réutilisation de déchets d'équipement électrique et électronique (DEEE), déposé le 28 avril 2021 au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, par la société ENVIE RHÔNE-ALPES sur la commune de SAINT-ÉTIENNE ;

Vu le rapport d'instruction du 4 juin 2021 de l'Inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement proposant, en application des articles L. 512-7-2 et R. 512-46-8, que la demande d'enregistrement soit instruite selon les règles de la procédure d'autorisation environnementale ;

Vu le courrier du 16 juin 2021 adressé à l'exploitant lui transmettant pour observation le projet d'arrêté statuant sur le basculement de la demande en procédure d'autorisation environnementale ;

Vu les observations émises par l'exploitant le 21 juin 2021 ;

Considérant que le préfet de département est l'autorité administrative compétente mentionnée aux articles L. 512-7-2 et R. 512-46-8 susvisés pour statuer sur le basculement d'une demande d'enregistrement selon les règles de procédure prévues par le chapitre unique du titre VIII du livre I^{er} pour les autorisations environnementales ;

Considérant que le transfert et le regroupement des activités et installations exploitées par la société ENVIE LOIRE à SAINT-ÉTIENNE et la société Envie 2E LOIRE à SAINT-PRIEST-EN-JAREZ, est un projet sur un site nouveau ;

Considérant que l'opération de vidange et de remplissage de fluides frigorigènes constitue une opération de traitement de déchets dangereux relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2790 de la nomenclature des ICPE ;

Considérant que le stockage temporaire de 78 tonnes de déchets dangereux relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3550 de la nomenclature des ICPE ;

Considérant que la demande d'enregistrement méconnaît les activités et installations relevant des rubriques soumises au régime de l'autorisation environnementale ;

Considérant dès lors, que le demandeur doit être invité à substituer sa demande d'enregistrement par une demande d'autorisation environnementale ;

Considérant que les demandes, exprimées par la société ENVIE RHÔNE-ALPES, d'aménagements des prescriptions générales applicables à la rubrique n° 2711 de la nomenclature ICPE ont pour conséquence le non-respect des caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales définies à l'article 6 de l'arrêté du 06 juin 2011 susvisé ;

Considérant que les mesures proposées par le dossier de demande d'enregistrement susvisé pour compenser le non-respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté du 06 juin 2011 susvisé, remettent en cause, notamment en matière de sécurité, la protection des intérêts définis à l'article L. 511-1 susvisé ;

Considérant dès lors que l'aménagement des dispositions en matière de sécurité incendie justifie que la demande d'enregistrement soit instruite selon les règles de procédure prévues par le chapitre unique du titre VIII du livre 1er du code de l'environnement relatif à l'autorisation environnementale ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Décision

La demande d'enregistrement présentée en date du 28 avril 2021 par la société ENVIE RHÔNE-ALPES, dont le siège social est situé au 12 rue de Cronstadt – 69 007 LYON, pour l'installation située à Saint Etienne, 4 rue Denise Bastide, sera instruite selon les règles de la **procédure de l'autorisation environnementale** prévue au chapitre unique du titre VIII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

A cette fin, la société ENVIE RHÔNE-ALPES est invitée à compléter sa demande d'enregistrement par l'ensemble des pièces prévues aux articles R. 181-13 et D. 181-15-2 du code de l'environnement.

Article 2 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge du demandeur.

Article 3 : Délais et voies de recours

En application de l'article L. 514-6 du code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par le demandeur, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte lui a été notifié ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4 : Publication

En vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de SAINT-ÉTIENNE et peut y être consultée ;
- 2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-ÉTIENNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de la préfecture de la Loire, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 5 : Exécution

Le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées et le maire de SAINT-ÉTIENNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Étienne, le **13 AOÛT 2021**

Pour la Préfète
et par délégation

Patrick RUBI
Directeur Adjoint

Pour le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
et par délégation

copie adressée à :

société ENVIE RHONE-ALPES

12 rue de Cronstadt

69007 LYON

- Mairie de Saint-Étienne

- DREAL UID 42/43

- Archives

Präsident RÜBI
Direktor AGRO
Zürcher Hochschule für
Land- und Forstwirtschaft
Postfach 100
8002 Zürich